

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

DAKAR, LE

17 DEC. 1964

N° 6 1 17 /SG/CABL

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

A Monsieur le PRÉSIDENT de l'Assemblée
Nationale

--- D A K A R ---

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un
Décret de Présentation à l'Assemblée Nationale d'un projet
de loi portant règlement du compte définitif du Budget de
la République du Sénégal - Exercice 1961.

Je vous serais obligé de bien vouloir soumettre
ce projet à la délibération de l'Assemblée Nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-
rance de ma haute considération.


Léopold Sédar SENGHOR.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N° 64-829 /FR/SG/CAB/L

SECRETARIAT GENERAL

DECRET de PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi
portant Compte Définitif du Budget de la
République du Sénégal - Exercice 1961

LE PRESIDENT de la REPUBLIQUE,

VU la Constitution;

D E C R E T E :

ARTICLE UNIQUE. - Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté par le Ministre des Finances qui est
chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la dis-
cussion./.

FAIT à DAKAR, le 17 Décembre 1964

Léopold Sédar SENGHOR

=(DIE)=

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DES FINANCES

N° _____/MF.CAB.7

Dakar, le

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

à Monsieur le PRESIDENT,
et à Messieurs les DEPUTES de l'Assemblée Nationale du SENEGAL,

Monsieur le PRESIDENT,

Messieurs les DEPUTES,

J'ai l'honneur de vous soumettre un projet de LOI portant
réglement du Compte Définitif du Budget de la République du Sénégal - Exer-
cice 1961 prolongé au 30 JUIN 1962.

Dans le cas où ce projet ne soulèverait pas d'objection de
votre part, je vous serais obligé, Monsieur le PRESIDENT, Messieurs les DE-
PUTES de bien vouloir l'adopter.

Veuillez agréer, Monsieur le PRESIDENT, Messieurs les DEPUTES,
l'assurance de ma haute considération.-

Léopold Sédar SENGHOR

=(DIE)=

- 6 -

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DES FINANCES

COMPTE DEFINITIF DU BUDGET
DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL
-----oOo-----

TABLEAU DES MATIERES

Exposé des motifs et rapport de présentation.....	7 à 12
Tableau n° 1 (Recettes).....	13
Tableau n° 2 (Dépenses).....	14
Comparaison générale entre les Recettes et les Dépenses	15
Situation du compte 108-01 (Caisse de Réserve) au 30 JUIN 1962 ..	16 à 18
Tableau origine des crédits	19 à 23
Situation définitive des recettes et des dépenses	24 à 31

=(DIE)=

- 7 -

REPUBLIQUE DU SENEGAL
 =====
 MINISTERE DES FINANCES
 =====

E X P O S E

des motifs et rapport de présentation
 du Compte Définitif du Budget de la
 République du SENEGAL - Exercice 1961
 prolongé au 30 JUIN 1962

-----oOo-----

J'ai l'honneur de vous présenter le compte définitif des Recettes et des Dépenses du Budget de la REPUBLIQUE DU SENEGAL, de l'exercice 1961 prolongé au 30 JUIN 1962.

Les résultats des opérations comptables constatés en conformité avec les écritures du TRESORIER GENERAL du Sénégal, sont les suivants :

Recettes	51 997 983 422 fr
Dépenses	51 042 789 754 "
Excédent de recettes sur les dépenses	995 193 668 fr

Cet excédent de recettes sur les dépenses se répartit comme suit :

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Recettes	44 750 926 274 fr
Dépenses	43 795 732 606 "
Excédent de recettes	955 193 668 fr

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Recettes	7 247 057 148 fr
Dépenses	7 247 057 148 fr
Excédent des recettes	N é a n t

RECETTES ORDINAIRES1^{er} - BUDGET DE FONCTIONNEMENT

<u>Chapitre 1er.</u> -	Impôts forfaitaires sur le revenu	2 047 183 825 Fr
	Titres émis	
	Prévisions budgétaires	1 597 000 000
	Recouvrements	1 685 703 997

d'où une plus value de 88.703.997 provenant surtout de la taxe sur le bétail et de la taxe régionale

<u>Chapitre 2</u> .-	Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu Titres émis	7 252 472 946
	Prévisions Budgétaires	4 213 000 000
	Recouvrements	4 254 002 271

d'où une plus-value de 41 002 271 qui affecte principalement les impôts cédulaires de l'impôt général sur le revenu et des recettes des exercices antérieurs.

<u>Chapitre 3</u> .-	Contribution mobilière	
	Titres émis	375 573 124
	Prévisions budgétaires	195 000 000
	Recouvrements	159 572 625

d'où une moins-value de 35 427 375.

<u>Chapitre 4</u> .-	Impôts fonciers	
	Titres émis	1 211 489 980
	Prévisions budgétaires	575 000 000
	Recouvrements	519 024 773

d'où une moins-value de 55 975 227 provenant surtout de la contribution foncière sur la propriété bâtie.

<u>Chapitre 5</u> .-	Patentes et Licences	
	Titres émis	1 220 481 354
	Prévisions budgétaires	511 000 000
	Recouvrements	530 274 237

d'où une plus-value de 19 274 237 provenant des recettes des exercices antérieurs.

<u>Chapitre 6</u> .-	Droits à l'Importation	
	Titres émis	8 783 155 606
	Prévisions budgétaires	8 037 000 000
	Recouvrements	8 398 022 427

d'où une plus-value de 361 022 427 provenant des droits de douane et des droits fiscaux.

<u>Chapitre 7</u> .-	Taxe de consommation intérieure	
	Titres émis	4 796 932 300
	Prévisions budgétaires	4 144 000 000
	Recouvrements	4 140 066 615

d'où une moins-value de 3 933 385 provenant principalement de la taxe sur les produits pétroliers de la taxe sur les boissons alcoolisées.

<u>Chapitre 8</u> .-	Taxes sur les transactions et taxes à la production	
	Titres émis	16 672 824 063
	Prévisions budgétaires	15 348 269 000
	Recouvrements	16 672 824 063

d'où une plus-value de 1 324 555 063 provenant de la taxe sur le chiffre d'affaires de la taxe forfaitaire à l'exportation et de la taxe générale sur les affaires et des recettes des exercices antérieurs

<u>Chapitre 9</u> .-	Droits à l'exportation	
	Titres émis	3 638 658 080
	Prévisions budgétaires	3 707 000 000
	Recouvrements	3 601 180 721

d'où une moins-value de 105 819 279 provenant des droits fixés à l'exportation.

<u>CHAPITRE 10</u> .-	Taxes de recherche et de conditionnement	
	Titres émis	404 007 615
	Prévisions budgétaires	456 000 000
	Recouvrements	400 033 622

d'où une moins-value de 55 663 378 provenant principalement de la taxe de recherche.

<u>Chapitre 12</u> .-	Droits et taxes accessoires	
	Titres émis	136 071 691
	Prévisions budgétaires	120 000 000
	Recouvrements	135 975 780

d'où une plus-value de 15 975 780 fr provenant des droits de statistiques à l'importation et à l'exportation

<u>Chapitre 13</u> .-	Droits d'enregistrement	
	Titres émis	730 782 965
	Prévisions budgétaires	702 000 000
	Recouvrements	662 308 785

d'où une moins-value de 39 694 215 francs.

<u>Chapitre 14</u> .-	Droits de timbre	
	Titres émis	
	Prévisions budgétaires	580 000 000
	Recouvrements	586 381 600

d'où une plus-value de 6 397 600 francs.

<u>Chapitre 15</u> .-	Taxes diverses et taxes pour services rendus	
	Titres émis	102 968 187
	Prévisions budgétaires	55 000 000
	Recouvrements	62 815 768

d'où une plus-value de 7 815 768 provenant des recettes des exercices antérieurs

Chapitre 16 .- Revenu du Domaine Immobilier

Titres émis	68 354 890
Prévisions budgétaires	138 000 000
Recouvrements	55 685 716

d'où une moins-value de 82 314 284 francs, provenant de l'occupation du Domaine privé.

Chapitre 17 .- Revenus du Domaine Forestier

Titres émis	103 595 823
Prévisions budgétaires	78 000 000
Recouvrements	91 641 787

d'où une plus-value de 13 641 787 francs provenant des taxes forestières, exploitations en régie et redevances de chasse.

Chapitre 18 .- Revenus du Domaine Minier

Titres émis	16 283 397
Prévisions budgétaires	20 000 000
Recouvrements	16 133 637

d'où une moins-value de 3 866 363 francs.

Chapitre 19 .- Revenus du Domaine Mobilier

Titres émis	28 833 899
Prévisions Budgétaires	27 000 000
Recouvrements	28 304 726

d'où une plus-value de 1 304 726 francs.

Chapitre 20 .- Revenus des valeurs mobilières

Titres émis	20 287 594
Prévisions budgétaires	3 000 000
Recouvrements	3 728 476

d'où une plus-value de 728 476 francs.

Chapitre 22 .- Recettes des Exploitations Industrielles

Titres émis	368 682 791
Prévisions budgétaires	739 000 000
Recouvrements	283 286 692

d'où une moins-value de 455 713 308 francs qui affecte principalement les services suivants :

Imprimerie	(11 000 000)
Garage administratif	(119 000 000)
Subdivision Outillage de THIES ...	(41 000 000)
Subdivision Outillage de R. TOLL .	(50 000 000)
Subdivision de DAKAR	(194 000 000)
Jardins de DAKAR	(38 000 000)

Chapitre 23 .- Recettes diverses des autres services

Titres émis	261 841 046
Prévisions Budgétaires	908 000 000
Recouvrements	190 958 387

d'où une moins-value de 717 041 613 francs provenant surtout du produit des cessions.

Chapitre 24 .- Produits divers et accidentels

Titres émis	703 904 564
Prévisions budgétaires	444 000 000
Recouvrements	814 213 593

d'où une plus-value de 370 213 593 fr provenant des recettes des exercices antérieurs.

Chapitre 25 .- Contributions et subventions du budget de la République Française

Titres émis	130 849 045
Prévisions budgétaires	153 000 000
Recouvrements	111 661 500

d'où une moins-value de 41 338 500 fr francs provenant des recettes des exercices antérieurs.

Chapitre 26 .- Contributions, Subventions et Fonds de concours des Budgets des Etats d'Afrique

Titres émis	24 984 084
Prévisions budgétaires	21 000 000
Recouvrements	23 800 084

d'où une plus-value de 2 800 084 fr provenant des contributions des Etats de l'Afrique Occidentale.

Chapitre 27 .- Contributions, Subventions et participations de collectivités et Etablissements Publics

Titres émis	742 270 232
Prévisions budgétaires	730 000 000
Recouvrements	634 647 669

d'où une moins-value de 95 352 331 fr qui affecte les participations, en particulier les remboursements par les Communes.

Chapitre 28 .- Contributions, participations d'organismes publics et particuliers

Titres émis	24 226 811
Prévisions budgétaires	4 500 000
Recouvrements	24 226 811

d'où une plus-value de 19 726 811 francs provenant de la participation de la Cie de E.E.O.A. aux frais de contrôle.

Chapitre 29 .- Remboursement de prêts et avances

Titres émis	1 421 985 157
Prévisions budgétaires	1 127 000 000
Recouvrements	664 449 912

d'où une moins-value de 462 550 088 francs, affectant les remboursements d'avances.

2°/- BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT

<u>CHAPITRE 101.-</u> Participation du budget de fonctionnement aux dépenses d'équipement et d'investissement		
Titres émis	4 875 120 305 fr	
Prévisions budgétaires	6 622 151 000	
Recouvrements	4 875 120 305	
<u>CHAPITRE 102.-</u> Travaux Emprunts		
Titres émis	néant	
Prévisions budgétaires	500 000 000	
Recouvrements	néant	
<u>CHAPITRE 108.-</u> Prélèvements sur la caisse des réserves		
Titres émis	2 371 936 843	
Prévisions budgétaires	890 000 000	
Recouvrements effectués	2 371 936 843	

D E P E N S E S

Le tableau n° 2 fait ressortir pour le budget de fonctionnement les paiements effectués par nature de dépenses.

C O N C L U S I O N S

La clôture des opérations comptables de l'exercice 1961 prolongé a fait ressortir un excédent de recettes sur les Dépenses de NEUF CENT CINQUANTE CINQ MILLIONS CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT FRANCS.

Ce résultat a été obtenu grâce à des mesures d'ordre technique et notamment à l'amélioration des recouvrements dus en partie à une plus grande efficacité des services techniques.-

R E C E T T E S

TABLEAU 1

CHAP.	N O M E N C L A T U R E	PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES	RECouvreMENTS	DIFFERENCE EN + ET EN -
1	Impôts forfaitaire sur le revenu	1 597 000 000	1 685 703 997	+ 88 703 997
2	Impôt proportionnels et progressif sur le revenu	4 213 000 000	4 254 002 271	+ 41 002 271
3	Contribution Mobilière	195 000 000	159 572 625	+ 35 427 375
4	Impôts fonciers	575 000 000	519 024 773	- 55 975 227
5	Patentes et licences	511 000 000	530 274 237	+ 19 274 237
6	Droits à l'importation	8 037 000 000	8 398 022 427	- 361 022 427
7	Taxe de consommation intérieure	4 144 000 000	4 140 066 615	- 3 933 385
8	Taxe sur les transactions et taxes à la production	15 348 269 000	16 672 824 063	+1 324 555 063
9	Droits à l'exportation	3 707 000 000	3 601 180 721	- 105 819 279
10	Taxes de recherche et conditionnement	456 000 000	400 033 622	- 55 966 378
12	Droits et taxes accessoires	120 000 000	135 975 780	+ 15 975 780
13	Droits d'enregistrement	702 000 000	662 308 785	- 39 691 215
14	Droits de timbre	580 000 000	586 381 600	+ 6 381 600
15	Taxes diverses et taxes pour services rendus	55 000 000	62 815 768	+ 7 815 768
16	Revenus du Domaine Immobilier	138 000 000	55 685 716	- 82 314 284
17	Revenus du Domaine Forestier	78 000 000	91 641 787	+ 13 641 787
18	Revenus du Domaine Minier	20 000 000	16 133 637	- 3 866 363
19	Revenus du Domaine Mobilier	27 000 000	28 304 726	+ 1 304 726
20	Revenus des Valeurs Mobilières	3 000 000	3 728 476	+ 728 476
22	Recettes des exploitations Industrielles	739 000 000	283 286 692	- 455 713 308
23	Recettes diverses des autres Services	908 000 000	190 958 387	- 717 041 613
24	Produits divers et accidentels	444 000 000	814 213 593	+ 370 213 593
25	Contributions, Subventions de la République Française	153 000 000	111 661 500	- 41 338 500
26	Contributions, Suventions, Ristournes et fonds de concours des Etats de l'Afrique Occidentale	21 000 000	23 800 084	+ 2 800 084
27	Contributions, Suventions et participations des collectivités et Etablissement publics	730 000 000	634 647 669	- 95 352 331
28	Contributions participations d'organismes publics et particuliers	4 500 000	24 226 811	+ 19 726 811
29	Remboursement de prêts et avances	1 127 000 000	664 449 912	- 462 550 088
30	Prélèvement sur la caisse de réserve pour dépenses de fonctionnement	-		
		44 632 769 000	44 750 926 274	+ 118 157 274

TABLEAU N° 2 . . . D E P E N S E S

N O M E N C L A T U R E	C R E D I T S P R I M I T I F S 1	C R E D I T S R E C T I F I E S 2	P A I E M E N T S E F F E C T U E S 3	D I F F E R E N C E E N T R E L E S C O L O N N E S 2 & 3
Dettas exigibles	1 365 223 000	644 024 000	466 059 446	- 177 964 554
Dépenses de personnel	17 790 309 000	18 058 493 000	17 084 651 609	- 973 841 391
Dépenses de matériel	7 236 295 000	8 413 761 000	8 037 700 506	- 376 060 494
Dépenses de travaux	9 006 151 000	8 088 266 000	7 826 813 327	- 261 452 673
Dépenses diverses	9 234 791 000	11 593 706 000	10 380 507 718	- 1 213 198 282
T O T A L	44 632 769 000	46 798 250 000	43 795 732 606	3 002 517 394

COMPARAISON GENERALE ENTRE LES RECETTES ET LES DEPENSES DU
BUDGET DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL - EXERCICE 1961

-----oOo-----

RECETTES	51 997 983 422 fr
DEPENSES	51 042 789 754

d'où un excédent de recettes sur les	
dépenses de	955 193 668 fr

Certifié exact et conforme à mes écritures

LE TRESORIER GENERAL

René N'DIAYE

Arrêté en recettes à la somme de : CINQUANTE ET UN MILLIARDS
NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE
QUATRE CENT VINGT DEUX FRANCS et en dépenses à la somme de : CINQUANTE ET UN
MILLIARDS QUARANTE DEUX MILLIONS SEPT CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE SEPT CENT
CINQUANTE QUATRE FRANCS d'où il ressort un excédent de recettes sur les dépenses
de : NEUF CENT CINQUANTE CINQ MILLIONS CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE SIX CENT
SOIXANTE HUIT FRANCS.-

Par procuration de M. René N'DIAYE
Le PREMIER FONDE DE POUVOIRS

L A C R O I X

=(DIE)=

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DES FINANCES

Dakar, le 25 JUIN 1963

TRESORERIE GENERALED A K A RM. René N'DIAYE, Trésorier
Général

LE TRESORIER GENERAL DU SENEGAL

Téléphone : Dakar 262-17

Chèques Postaux: Dakar 00521

REFERENCE A RAPPELERN° 16 069 /Ctéà Monsieur le MINISTRE des FINANCES
et des AFFAIRES ECONOMIQUES
- Cabinet -1.P.jte/D A K A RREFERENCE : Votre lettre n° 5 603/MF.AE.CAB.7 du 18 JUIN 1963.

Par lettre visée en référence, vous avez exprimé le désir que vous soient communiqués, d'une part, la situation du compte 108-01 "Caisse de Réserve" à la date du 30 JUIN 1962, et, d'autre part, le montant du portefeuille de l'ETAT DU SENEGAL.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après les renseignements demandés, à savoir :

1°/- Situation du compte 108-01 :

- Solde créditeur du 1er Janvier 1962 :	4 114 952 562
- Intérêts du Compte de déplacement à la B.C.E.A.O. :	320 055 667
- Excédent de l'exercice 1960 :	652 739 340
	5 117 747 569
- Prélèvement à la Caisse de Réserve pour dépenses d'équipement et d'investissement :	2 371 936 843
Net au 30 JUIN 1962 :	<u>2 745 810 726</u>

2°/- Situation du portefeuille de l'Etat :

Cette situation, retracée dans ma comptabilité de valeurs incatives au compte 147-01 "Valeurs appartenant à l'Etat" faisant ressortir un total de francs : 959 704 860 au 30 JUIN 1962, dont le délai vous est donné sur le relevé joint en annexe.-

Signé :

René N'DIAYE

=(DIE)=

REPUBLIQUE DU SENEGAL

 MINISTERE DES FINANCES ET
 DES AFFAIRES ECONOMIQUES

TRESORERIE GENERALE

SITUATION AU 30 JUIN 1962
 DES VALEURS EN PORTEFEUILLE

-----oOo-----

Compte 147-01 Valeurs appartenant à l'Etat..

2	Certificats n° 501 et 503 actions d'apport dans la Société Africaine Immobilière	35 000 000	
1	Certificat d'action n° 4 "Société Africaine Immobilière et hotelière	69 230 000	
1	Certificat d'action n° 23 "-"	23 000 000	
1	Certificat d'action n° 25 SICAP	3 000 000	
1	Certificat d'action n° 15 Energie A.O.F.	1 000 000	
1	Certificat d'action n° 67 "-"	880 000	
	Participation au Crédit du SENEGAL de 1-6-57	50 000 000	
	Participation au Crédit du SENEGAL de 6-2-59	25 000 000	
	Participation au Crédit du SENEGAL	50 000 000	
1	Certifcat d'inscription n° 4 Phosphates TAIBA	6 000 000	) double em-
1	Certificat d'inscription n°26 Phosphates de TAIBA	15 000 000	(ploi compris
1	Certificat d'inscription n°46 Phosphates de TAIBA	15 000 000	) dans Cert.
1	Certificat d'inscription n°48 Phosphates de TAIBA	36 975 000	(d'Inscript.
1	Certificat d'inscription n°96 Phosphates de TAIBA	83 375 000	) n° 96 de
			(84 375 000
			) rectifi.opérée
			(en gestion
			) 1962/1963
	Versement 5 % de la valeur nominale des actions de TAIBA	4 170 000	
1	Certificat d'action n° 70 SICAP	32 920 000	
1	Certificat d'action n° 71 SICAP	15 000 000	
	à reporter :	465 550 000	

	REPORT	465 550 000
1	Titre de rente 5 % perpétuel n° 6533 Vol. 9	1 500
1	Inscriptions nominatives de la Caisse Autonome de reconstruction	
	- n° A 1118-859 à 3 ans	1 120
	- n° B 1118-859 à 6 ans	1 120
	- n° C 1118-859 à 9 ans	1 120
1	Certificat d'action n° 4 - SICAP	63 500 000
1	Certificat d'action n° 5 - SICAP	100 000 000
1	Certificat d'actions n° 6 - SICAP	177 800 000
2	Certificats n° 1 et 2 100 actions (Immobilière de la Rue Vineuse à 500 francs (200 actions)	5 000 000
4	Certificat n°s 3 à 6 de 50 actions ID.	5 000 000
2	Certificat n°s 7 et 8 de 25 actions -"-	1 250 000
3	Certificat n°s 9 à 11 de 20 actions -"-	750 000
2	Certificat n°s 12 et 13 de 5 actions -"-	250 000
2	Certificat n°s 14 et 15 de 2 actions -"-	100 000
	Souscription capital social de la B.S.D.	68 750 000
	Souscription capital social de la B.S.D.	68 750 000
	Société d'Etude du Thon	3 000 000
	Total du o/147-01	959 704 860

Arrêté à la somme de: NEUF CENT CINQUANTE NEUF MILLIONS SEPT
CENT QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE FRANCS.-

DAKAR, le 30 JUIN 1962

LE TRESORIER GENERAL,
Par procuration

signé :

Illisible

=(DIE)=

- 19 -

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DES FINANCES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES

A - ORIGINE DES CREDITS

Compte Définitif 1961

CHAP	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	Crédits résultant du budget voté 1er JANVIER au 31/12/61 et période transitoire	Total des crédits supplémentaires ouverts	Total des crédits annulés	Montant des crédits servant de base au règlement de l'exercice	O B S E R V A T I O N S
	<u>A - BUDGET DE FONCTIONNEMENT</u>					
1	Dette Publique	1 128 223 000	33 000 000	726 699 000	434 524 000	
2	Pensions et allocations viagères	237 000 000	5 000 000	32 500 000	209 500 000	
3	Assemblée Nationale (Personnel)	471 750 000	22 500 000	-	494 250 000	
4	Assemblée Nationale (Matériel)	312 500 000	40 000 000	-	352 500 000	
3bis	Présidence de la République (Personnel)	70 486 000	3 143 000	-	73 629 000	
4bis	Présidence de la République (Matériel)	152 629 000	45 550 000	-	198 179 000	
5	Présidence du Conseil (Personnel)	163 356 000	7 352 000	10 632 000	160 076 000	
6	Présidence du Conseil (Matériel)	132 756 000	69 224 000	-	201 980 000	
7	Ministère Affaires Etrangères (Personnel)	430 551 000	50 986 000	19 900 000	461 637 000	
8	Ministère Affaires Etrangères (Matériel)	440 845 000	247 723 000	40 000 000	648 568 000	
9	Ministère Défense Nationale (Personnel)	909 575 000	37 272 000	3 980 000	942 867 000	
10	Ministère Défense Nationale (Matériel)	886 425 000	32 420 000	-	918 845 000	
11	Ministère de l'Intérieur (Personnel)	3 671 300 000	60 827 000	56 119 000	3 675 888 000	
12	Ministère de l'Intérieur (Matériel)	989 300 000	194 123 000	17 000 000	1 166 423 000	
13	Ministère de la Justice (Personnel)	488 147 000	32 537 000	13 121 000	507 563 000	
14	Ministère de la Justice (Matériel)	106 243 000	14 849 000	-	121 092 000	
15	Ministère de la Fonction Publique (Personnel)	129 273 000	4 425 000	2 500 000	131 198 000	
	à reporter	10 729 239 000	900 931 000	922 451 000	10 698 719 000	

CHAP.	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	Crédits résultant du budget voté 1 ^{er} JANVIER au 31-12- 61 et période transitoire	Total des cré- dits supplémen- taires ouverts	Total des cré- dits annulés	Montant des cré- dits servant de base au régle- ment de l'exer- cice	OBSERVATIONS
	REPORTS	10 720 239 000	900 931 000	922 451 000	10 698 719 000	<u>Collectifs</u> LOI n° 60 055 du 31/12- 1960
16	Ministère de la Fonction Publique (Matériel)	32 870 000	8 996 000	-	41 866 000	LOI n° 61-28 du 10/3/61
17	Ministère des Finances (Personnel)	1 375 153 000	30 439 000	48 699 000	1 356 893 000	LOI n° 61-66 du 30-12-61
18	Ministère des Finances (Matériel)	233 138 000	35 893 000	-	269 031 000	LOI Finances 62 025 du 23-2-62 (période transitoire 1961/62)
19	Ministère du Commerce de l'Industrie (Personnel)	150 143 000	4 604 000	6 604 000	148 143 000	DECRET 61-301 du 21-7-61 (report de crédits)
20	Ministère du Commerce de l'Industrie (Matériel)	63 365 000	9 915 000	-	73 280 000	
21	Ministère de l'Assistance Technique (Personnel)	120 542 000	9 076 000	7 782 000	121 836 000	DECRET 61-363 du 21-9-61 (report de crédits)
22	Ministère de l'Assistance Technique (Matériel)	39 375 000	3 845 000	-	43 220 000	
23	Ministère de l'Economie Rurale (Personnel)	924 937 000	6 115 000	7 212 000	923 840 000	DECRET 61-494 du 28 12- 61 (report de crédits)
24	Ministère de l'Economie Rurale (Matériel)	412 506 000	49 355 291	18 271 291	443 590 000	DECRET 61-494 du 30-5-62 (report de crédits)
25	Ministère Travaux Publics (Personnel)	1 498 292 000	21 365 000	6 518 000	1 513 139 000	
26	Ministère Travaux Publics (Matériel)	223 693 000	25 257 000	407 000	248 543 000	ARRETE n° 10-228 du 6-6- 62 (virement crédits)
27	Ministère de l'Education Nationale (Personnel)	2 716 766 000	1 700 000	10 000 000	2 708 466 000	
28	Ministère de l'Education Nationale (Matériel)	535 942 000	26 950 000	-	562 892 000	
29	Ministère de la Santé et Aff. Sociales (Personnel)	1 932 361 000	32 947 000	31 907 000	1 933 401 000	
30	Ministère de la Santé et Aff. Sociales (Matériel)	1 288 864 000	156 435 000	34 000 000	1 411 299 000	

CHAP.	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	Crédits résultant du budget voté 1 ^{er} Janvier au 31 -12-61 et période transitoire	Total des crédits supplémentaires ouverts	Total des crédits annulés	Montant des crédits servant de base au règlement de l'exercice	OBSERVATIONS
31	Ministère de l'Enseignement Technique (Personnel)	373 679 000	38 997 000	36 597 000	370 079 000	
32	Ministère Enseignement Technique (Matériel)	430 260 000	35 754 000	-	466 014 000	
33	Ministère de la Jeunesse & Sports (Personnel)	79 539 000	2 000 000	1 500 000	80 039 000	
34	Ministère de la Jeunesse & Sports (Matériel)	64 616 000	1 565 000	-	66 181 000	
35	Ministère des Transports et Télécommunications (Personnel)	75 765 000	500 000	500 000	75 765 000	
36	Ministère des Transports et Télécommunications (Matériel)	39 852 000	35 628 000	6 000 000	69 480 000	
		23 331 897 000	1 438 267 291	1 138 448 291	23 631 716 000	

CHAP.	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	Crédits résultant du budget voté 1 ^{er} Janvier au 31 -12-61 et période transitoire	Total des crédits supplémen- taires ouverts	Total des crédits annulés	Montant des crédits servant de base au règlement de l'exer- cice	OBSERVATIONS
31	Ministère de l'Enseignement Technique (Person.	373 679 000	38 997 000	36 597 000	370 079 000	
32	Ministère Enseignement Technique (Matériel)	430 260 000	35 754 000	-	466 014 000	
33	Ministère de la Jeunesse & Sports (Personnel)	79 539 000	2 000 000	1 500 000	80 039 000	
34	Ministère de la Jeunesse & Sports (Matériel)	64 616 000	1 565 000	-	66 181 000	
35	Ministère des Transports et Télécommunications (Personnel)	75 765 000	500 000	500 000	75 765 000	
36	Ministère des Transports et Télécommunications (Matériel)	39 852 000	35 628 000	6 000 000	69 480 000	
		23 331 897 000	1 438 267 291	1 138 448 291	23 631 716 000	

CHAP.	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	Crédits résultant du budget voté du 1 ^{er} JANVIER au 31-12-61 et pé- riode transitoire	Total des cré- dits supplémen- taires ouverts	Total des cré- dits annulés	Montant des crédits servant de base au régle- ment de l'exerc.	OBSERVATIONS
	REPORTS	23 331 897 000	1 438 267 291	1 138 448 291	23 631 716 000	
37	Ministère de l'Information, de la Radiodiffu- sion et de la Presse (Personnel)	5 638 000	2 482 000	2 512 000	95 608 000	
38	Ministère de l'Information, de la Radioduffu- sion et de la Presse (Matériel)	64 177 000	32 870 000	-	97 047 000	
37 bis	Exploitations Industrielles (Personnel)	611 648 000	1 828 000	1 828 000	611 648 000	
38bis	Exploitations Industrielles (Matériel)	349 239 000	24 075 000	-	373 314 000	
39	Dépenses communes (Personnel)	1 501 528 000	180 000 000	15 000 000	1 666 528 000	
40	Dépenses communes (Matériel)	437 700 000	202 717 000	-	640 417 000	
41	Dépenses diverses	666 695 000	105 326 000	-	772 021 000	
42	Fonds spéciaux	66 500 000	10 000 000	-	76 500 000	
43	Entretien des Bâtiments	1 089 500 000	103 240 000	-	1 192 740 000	
44	Entretien des Routes	1 294 500 000	728 707 000	-	2 023 207 000	
45	Contributions collectivités	1 157 816 000	826 267 000	-	1 984 083 000	
48	Reversements à des collectivités	2 148 000 000	26 800 000	-	2 174 800 000	
49	Versements à des comptes spéciaux	1 486 000 000	645 266 000	-	2 131 266 000	
51	Suventions à des Organismes Publics	1 426 525 000	480 000 000	17 000 000	1 889 525 000	
52	Subventions à des Organismes Privés	460 500 000	125 500 000	3 900 000	582 100 000	
54	Bourses et secours scolaires	450 250 000	-	-	450 250 000	
55	Secours	251 505 000	153 656 000	-	405 161 000	
56	Prêts et avances	1 128 000 000	-	-	1 128 000 000	
57	Versement au budget d'Equipement	6 622 151 000	10 000 000	1 759 832 000	4 872 319 000	
	Total des crédits du budget de fonctionne- ment	44 630 769 000	5 097 001 291	2 938 520 291	46 798 250 000	

CHAP	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	Crédits résultant du budget voté du 1 ^{er} JANVIER au 31-12-61 et période transitoire	Total des Crédits supplémentaires ouverts	Total des crédits annulés	Montant des crédits servant de base au règlement de l'exercice	OBSERVATIONS
	<u>B. BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT</u>					
101	Versement de la République du SENEGAL à la C.C.E.E. au titre participation aux dépenses FIDES - tranches 58/59	-	2 801 305	-	2 801 305	
102	Travaux d'infrastructure	335 750 000	510 080 029	187 754 290	658 075 739	
103	Constructions	-	453 049 316	76 998 914	376 050 402	
104	Acquisitions d'immeubles	-	22 209 220	6 135 220	16 070 000	
105	Acquisitions de gros matériels	132 000 000	69 037 196	169 813 484	31 223 712	
106	Participations et dotations	463 700 000	88 900 000	38 500 000	514 100 000	
107	Contributions, subventions et fonds de concours pour équipement et investissement	7 080 701 000	868 915 823	376 621 061	7 572 995 762	
107b	Programme d'investissement financé par les subventions spéciales de l'ex-budget du Groupe	-	25 841 399	3 277 328	22 564 071	
	Total des crédits du budget d'équipement et d'investissement	8 012 151 000	2 040 834 288	859 104 297	9 193 880 991	
	Total général des crédits	52 642 920 000	7 137 835 579	3 797 624 588	55 992 130 991	

REPUBLIQUE DU SENEGAL

 MINISTERE DES FINANCES ET
 DES AFFAIRES ECONOMIQUES

 SITUATION DEFINITIVE DES RECETTES ET DES DEPENSES
 (BUDGET 1961 ET PERIODE TRANSITOIRE 1961/1962)

CHAP	NATURE DES PRODUITS PAR CHAPITRE	PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES	RECOUVREMENTS EFFECTUES	OBSERVATIONS
	1 - RECETTES			
	A.- <u>BUDGET DE FONCTIONNEMENT</u>			
1	Impôts forfaitaires sur le revenu	1 597 000 000	1 685 703 997	
2	Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu	4 213 000 000	4 254 002 271	
3	Contribution mobilière	195 000 000	159 572 625	
4	Impôts fonciers	575 000 000	519 024 773	
5	Patentes et licences	511 000 000	530 274 237	
6	Droits à l'importation	8 037 000 000	8 398 022 427	
7	Taxes de consommation intérieure	4 144 000 000	4 140 066 615	
8	Taxes de transaction et taxes à la production	15 348 269 000	16 672 824 063	
9	Droits à l'exportation	3 707 000 000	3 601 180 721	
10	Taxes de recherche et de conditionnement	456 000 000	400 033 622	
12	Droits et taxes accessoires	120 000 000	135 975 780	
13	Droits d'enregistrement	702 000 000	662 308 785	
14	Droits de timbre	580 000 000	586 381 600	
15	Taxes diverses et taxes pour services rendus	55 000 000	62 815 768	
16	Revenus du Domaine Immobilier	138 000 000	55 685 716	
17	Revenus du Domaine Forestier	78 000 000	91 641 787	
18	Revenus du Domaine Minier	20 000 000	16 133 637	
	A REPORTER	40 476 269 000	41 971 648 424	

NATURE DES PRODUITS PAR CHAPITRE	PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES	RECouvreMENTS EFFECTUES	OBSERVATIONS
REPORTS	40 476 269 000	41 971 648 424	
Revenus du Domaine Mobilier	27 000 000	28 304 726	
Revenus des valeurs mobilières	3 000 000	3 728 476	
Recettes des exploitations	739 000 000	283 286 692	
Recettes diverses des services	908 000 000	190 958 387	
Produits divers et accidentels	444 000 000	814 213 593	
Contributions, Subventions du budget de la République Française	153 000 000	111 661 500	
Contributions, Subventions, Ristournes et fonds de concours des budgets des Etats de l'Afrique Occidentale	21 000 000	23 800 084	
Contributions, Subventions et participations des collectivités et des Etablissements publics	730 000 000	634 647 669	
Contributions, Participations d'organismes publics et particuliers	4 500 000	24 226 811	
Remboursements de prêts et avances	1 127 000 000	664 449 912	
Prélèvement sur la caisse de réserve pour dépenses de fonctionnement	-	-	
Total des recettes du budget de fonctionnement	44 632 769 000	44 750 926 274	

CHAP	NATURE DES PRODUITS PAR CHAPITRE	PREVISIONS BUD- GETAIRES PRIMITIVES	RECouvreMENTS EFFECTUES	OBSERVATIONS
	Recettes (suite)			
	B.- <u>BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT</u>			
101	Participation du budget de fonctionnement aux dépenses d'équipement et d'investissement	6 622 151 000	4 875 120 305	
102	Travaux sur emprunts	500 000 000	-	
103	Prélèvements sur la caisse de réserve	890 000 000	2 371 936 843	
	Total des recettes du budget d'équipement et d'investissement	8 012 151 000	7 247 057 148	
		=====	=====	
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	52 644 920 000	51 997 983 422	

CHAP	N O M E N C L A T U R E	B U D G E T A I R E	PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES			TOTAL DES PAIEMENTS EFFECTUES DU 1-1-61 au 30-6-1962
			PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1961	PERIODE TRANSITOIRE 1961/1962	TOTAL DES PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES	
	II.- <u>DEPENSES</u>					
	A.- <u>BUDGET DE FONCTIONNEMENT</u>					
1er	Dette Publique		965 552 000	162 671 000	1 128 223 000	433 522 544
2	Pensions et allocations viagères		188 000 000	49 000 000	237 000 000	32 536 902
3	Assemblée Nationale	(personnel)	307 000 000	164 750 000	471 750 000	494 250 000
4	Assemblée Nationale	(Matériel)	193 000 000	119 500 000	312 500 000	352 500 000
3b	Présidence de la République	(Personnel)	45 943 000	24 543 000	70 486 000	65 659 190
4b	Présidence de la République	(Matériel)	87 512 000	65 117 000	152 629 000	198 199 924
5	Présidence du Conseil	(Personnel)	80 599 000	82 757 000	163 356 000	149 393 595
6	Présidence du Conseil	(Matériel)	49 717 000	83 039 000	132 756 000	165 943 482
7	Ministère des Affaires Etrangères	(Personnel)	247 297 000	183 254 000	430 551 000	360 079 075
8	Ministère des Affaires Etrangères	(Matériel)	298 095 000	142 750 000	440 845 000	584 041 637
9	Ministère de la Défense Nationale	(Personnel)	550 000 000	359 575 000	909 575 000	938 504 975
10	Ministère de la Défense Nationale	(Matériel)	522 555 000	363 870 000	886 425 000	917 125 707
11	Ministère de l'Intérieur	(Personnel)	2 392 647 000	1 278 533 000	3 671 180 000	3 513 480 471
12	Ministère de l'Intérieur	(Matériel)	651 386 000	337 914 000	989 300 000	1 135 414 546
13	Ministère de la Justice	(Personnel)	301 493 000	186 654 000	488 147 000	334 138 663
14	Ministère de la Justice	(Matériel)	57 808 000	48 435 000	106 243 000	115 037 976
15	Ministère de la Fonction Publique et du Travail	(Personnel)	83 095 000	46 178 000	129 273 000	124 744 735
16	Ministère de la Fonction Publique et du Travail	(Matériel)	19 636 000	13 234 000	32 870 000	37 053 806

CHAP:	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES			TOTAL DES PAIEMENTS EFFECTUES DU 1 ^{er} JANVIER 1961 AU 30 JUIN 1962
		PERIODE DU 1 ^{er} JAN- VIER AU 31 DECEMBRE 1961	PERIODE TRANSITOIRE: 1961/1962	TOTAL DES PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITI- VES	
	REPORTS.....	7.041.335.000	3.711.774.000	10.753.109.000	9.951.627.428
17	Ministère des Finances (Personnel)	840.036.000	535.117.000	1.375.153.000	1.125.854.794
18	" " (Matériel)	133.705.000	99.433.000	233.138.000	246.557.468
19	Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat (Personnel)	97.000.000	53.143.000	150.143.000	156.708.569
20	" " (Matériel)	33.705.000	29.660.000	63.365.000	65.027.455
21	Ministère de l'Assistance et de la Coopé- ration Techniques (Personnel)	102.706.000	17.836.000	120.542.000	127.306.535
22	" " (Matériel)	32.880.000	6.495.000	39.375.000	40.923.415
23	Ministère de l'Economie Rurale (Personnel)	595.341.000	329.596.000	924.937.000	859.776.460
24	" " (Matériel)	274.360.000	138.146.000	412.506.000	401.730.183
25	Ministère des Travaux Publics de l'Urba- nisme et de l'Habitat (Personnel)	982.874.000	515.418.000	1.498.292.000	1.655.914.184
26	" " (Matériel)	153.250.000	70.443.000	223.693.000	241.714.807
27	Ministère de l'Education Nationale (Personnel)	1.718.000.000	998.766.000	2.716.766.000	2.596.098.362
28	" " (Matériel)	330.250.000	205.692.000	535.942.000	548.371.972
29	Ministère de la Santé et des Affaires Sociales (Personnel)	1.267.838.000	664.523.000	1.932.361.000	1.896.242.274
30	" " (Matériel)	811.000.000	477.864.000	1.288.864.000	1.382.783.236
31	Ministère de l'Enseignement Technique et Formation des Cadres (Personnel)	223.069.000	150.610.000	373.679.000	321.606.942
32	" " (Matériel)	229.790.000	200.470.000	430.260.000	425.474.408
	A REPORTER.....	14.867.139.000	2.204.986.000	23.072.125.000	22.043.718.492

CHAP	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	prévisions budgétaires Primitives			TOTAL DES PAIEMENTS EFFECTUES DU 1er JANVIER 1961 AU 30 JUIN 1962
		PERIODE DU 1er JAN- VIER AU 31 DECEMBRE 1961	PERIODE TRANSITOIRE 1961/1962	TOTAL DES PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITI- VES	
33	Ministère de la Jeunesse et des Sports (Personnel)	14.867.139.000	8.204.986.000	23.072.125.000	22.043.718.492
34	" " (Matériel)	49.518.000	30.021.000	79.539.000	74.825.875
35	Ministère des Transports et Télécommuni- cations (Personnel)	31.400.000	33.216.000	64.616.000	56.694.999
36	" " (Matériel)	49.974.000	25.791.000	75.765.000	54.451.948
37	Ministère de l'Information de la Radio- diffusion et Presse (Personnel)	21.100.000	18.752.000	39.852.000	53.208.808
38	" " (Matériel)	61.003.000	34.635.000	95.638.000	92.758.979
37b	Exploitations Industrielles (Personnel)	33.231.000	30.946.000	64.177.000	93.710.935
38b	" " (Matériel)	407.513.000	204.135.000	611.648.000	604.223.846
39	Dépenses communes du Building (Personnel)	233.382.000	115.857.000	349.239.000	357.207.898
40	" " (Matériel)	943.352.000	558.176.000	1.501.528.000	1.538.631.937
41	Dépenses diverses	237.500.000	200.200.000	437.700.000	618.977.844
42	Fonds spéciaux	446.000.000	220.695.000	666.695.000	614.680.299
43	Entretien des bâtiments	22.000.000	44.500.000	66.500.000	76.500.000
44	Entretien des routes	666.000.000	423.500.000	1.089.500.000	1.152.918.027
45	Contributions collectivités	622.000.000	672.500.000	1.294.500.000	1.801.576.300
48	Reversements à des collectivités	504.400.000	653.416.000	1.157.816.000	1.784.588.711
49	Versements à des comptes spéciaux	1.261.000.000	887.000.000	2.148.000.000	1.930.730.735
51	Subventions à des organismes publics	738.000.000	748.000.000	1.486.000.000	1.791.963.442
		809.000.000	617.525.000	1.426.525.000	1.788.091.680
	A REPORTER.....	22.003.512.000	13.723.851.000	35.727.363.000	36.529.460.755

CHAP :	NOMENCLATURE BUDGETAIRE	PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES			TOTAL DES PAIEMENTS EFFECTUES
		PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1961	PERIODE TRANSITOIRE 1961/1962	TOTAL DES PREVISIONS BUDGETAIRES PRIMITIVES	
				DU 1er JANVIER 1961 au 30 Juin 1962	
	Reports	22.003.512.000	13.723.851.000	35.727.363.000	36.529.460.755
52	:Versements à des organismes privés	260.500.000	200.000.000	460.500.000	513.778.341
54	:Secours et Bourses scolaires	284.500.000	165.750.000	450.250.000	457.840.691
55	:Secours	128.500.000	123.005.000	251.505.000	309.501.607
56	:Prêts et avances	1.121.000.000	-	1.121.000.000	1.112.832.212
57	:Versement au budget d'équipement	4.067.488.000	2.554.663.000	6.622.151.000	4.872.319.000
	:Total des dépenses du budget de fonctionnement	27.865.500.000	16.767.269.000	44.632.769.000	43.795.732.606
	<u>B.- BUDGET D'EQUIPEMENT et D'INVESTISSEMENT</u>				
101	:Versement de la République du Sénégal à la CCCE à titre de participation aux dépenses FIDES	-	-	-	2.801.305
102	:Travaux d'infrastructure	270.000.000	65.750.000	335.750.000	672.120.130
103	:Constructions	-	-	-	368.475.615
104	:Acquisitions d'immeubles	-	-	-	16.070.000
105	:Acquisitions de gros matériel	132.000.000	-	132.000.000	31.222.914
106	:Participations et dotations	237.500.000	226.200.000	463.700.000	514.100.000
107	:Contributions subventions et fonds de concours pour équipement et investissement	3.667.988.000	3.412.713.000	7.080.701.000	5.619.705.676
107b	:Programme d'investissement financé par subventions budget ex-groupe	-	-	-	22.561.508
108	:Versement à la caisse de réserve	-	-	-	-
	:Total des dépenses du budget d'équipement	4.307.488.000	3.704.663.000	8.012.151.000	7.247.057.148
	:Total général des dépenses de fonctionnement et d'équipement	32.172.988.000	20.471.932.000	52.644.920.000	51.042.789.754

RESULTATS DEFINITIFS DE L'EXERCICE 1961 PROLONGE AU 30 JUIN 1962

Total des recouvrements	51 997 983 422
-------------------------	----------------

Total des paiements	51 042 789 754
---------------------	----------------

Excédent des recettes sur les dépenses	955 193 668
--	-------------

Fr=====

Arrêté en recettes à la somme de : CINQUANTE ET UN MILLIARD NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE QUATRE CENT VINGT DEUX FRANCS.

et en dépenses à la somme de : CINQUANTE ET UN MILLIARDS QUARANTE DEUX MILLIONS SEPT CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE SEPT CENT CINQUANTE QUATRE FRANCS

d'où il résulte un excédent de recettes sur les dépenses de : NEUF CENT CINQUANTE CINQ MILLIONS CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT FRANCS.-

LE MINISTRE DES FINANCES

Jean COLLIN

18269

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

2ème LEGISLATURE

2ème SESSION ORDINAIRE DE 1964

II- A P P O R T

présenté au nom de la Commission des Finances,
des Affaires Economiques, du
Développement et du Plan

****-

Sur les PROJETS de LOIS N°s 46/64 - 47/64 -
55/64 et 56/64 portant règlement des comptes
définitifs des Budgets de la République
pour les exercices 1959, 1960, 1961 prolongé
au 30 juin 1962 et pour la gestion 1962 /1963

par Monsieur Abdoul N'DIAYE
Rapporteur Général

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

La Commission des Finances, lors de sa réunion du 9 Janvier 1965, a successivement examiné les comptes définitifs des budgets de la République du Sénégal pour les exercices 1959, 1960, 1961 prolongé au 30 Juin 1961 et pour la gestion 1962/1963.

Elle a pu constater, pour l'exercice 1959, un excédent de recettes de 664.076.993 francs malgré les répercussions budgétaires consécutives à la création de trois secrétariats d'Etat et à la prise en charge de nombreux services qui relevaient précédemment du groupe de territoires ou de l'Etat français.

Un tel excédent n'a pu être réalisé que grâce, d'une part, à l'aménagement adéquat de notre fiscalité interne et externe, d'autre part à une nette amélioration des recouvrements.

En 1960, la proclamation de l'indépendance du Sénégal et les charges de souveraineté qui en découlaient, étaient de nature à peser lourdement sur l'état de nos finances.

Il a fallu donc accroître la pression fiscale globale pour réaliser en 1960 un excédent de recettes de 652.739.340 francs.

La poursuite de nos efforts tendant à accroître l'efficacité de nos services de recouvrement devait permettre de dégager, également, pour l'exercice 1961 prolongé au 30 Juin 1962, un excédent de recettes sur les dépenses de 955.193.668 francs.

Quant à la gestion 1962 - 1963, elle révèle une augmentation rapide de nos dépenses d'investissement, consécutivement à la mise en oeuvre du premier plan quadriennal. Ces dépenses qui se sont élevées à 5.501.606.238 francs, chiffre jamais atteint jusqu'ici, traduisent éloquemment la volonté de notre jeune Nation de faire face à son devenir.

Le niveau de ces dépenses d'investissement a eu pour corollaire l'accroissement rapide des dépenses de fonctionnement des ministères techniques, notamment des ministères de l'Economie rurale, des Travaux publics, transports et télécommunications.

En outre, la mise en place des structures sociales, nécessaires au développement harmonisé de notre économie, devait entraîner, elle aussi, une augmentation très sensible des dépenses des ministères de l'éducation et de la santé publique.

Toutefois, le budget général de la gestion 1962 - 1963 devait accuser un excédent de recettes de 872.148.000 francs, à la suite des mesures courageuses prises par le Président de la République et l'Assemblée Nationale.

Ces mesures, rappelons le, avaient consisté, tout d'abord, à la suppression d'un certain nombre de dépenses, lors du collectif voté le 30 Janvier 1963, ensuite, à la création de la taxe de développement, enfin, à une légère augmentation de la pression fiscale directe.

Votre Commission, après avoir constaté la bonne exécution des budgets de l'Etat, pour les exercices 1959, 1960, 1961 prolongé au 30 Juin 1962 et pour la gestion 1962-1963, a toutefois invité le ministère des finances à poursuivre ses efforts en vue de supprimer tout retard dans l'élaboration et la présentation à l'Assemblée Nationale des Lois de règlement.

En effet, il est important que l'Assemblée Nationale soit fixée le plus tôt possible sur la situation définitive d'une gestion, pour une meilleure appréciation de la situation financière de l'Etat.

L'adoption du "principe de la gestion" et l'installation d'un ordinateur au centre comptable André PEYTAVIN devraient permettre d'y parvenir.

Votre Commission des Finances vous engage, en conséquence, à adopter les projets de lois de règlement soumis à votre approbation.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

N° 4 /

1B269

portant règlement du Compte Définitif du
Budget de la République du SENEGAL - Exer-
cice 1961 prolongé au 30 JUIN 1962.-

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du Mardi
12 Janvier 1965 la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.- Le Compte Définitif des recettes et des dépenses au
Budget de la République du SENEGAL pour l'exercice 1961 prolongé au 30 JUIN
1962 tel qu'il résulte des annexes à la présente LOI, est arrêté comme suit:

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Recouvrements effectués	44 750 926 274
Paielements effectués	43 795 732 606
Excédent de recettes sur les dépenses	<u>955 193 668</u>

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Recouvrements effectués	7 247 057 148
Paielements effectués	7 247 057 148
	N é a n t

Soit au Total :

Pour les recettes	51 997 983 422
Pour les dépenses	51 042 789 754
d'où il ressort un excédent de recettes sur les dépenses de	<u>955 193 668</u>

ARTICLE DEUX.- Cet excédent de recettes de NEUF CENT CINQUANTE CINQ MILLIONS
CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT FRANCS devra figurer
au compte permanent des découverts du Trésor.

ARTICLE TROIS.- Sont ouverts au Budget de la République du Sénégal, exercice
1961, les crédits de régularisation ci-après :

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 4 bis	20 824
Chapitre 19	8 565 569
Chapitre 21	5 470 535
Chapitre 25	142 775 184
Chapitre 54	7 590 691
Total des crédits ouverts au budget de fonctionnement.....	<u>164 422 903</u>

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Chapitre 102	14 044 391
Total des crédits ouverts au budget d'équipement et	<u>14 044 391</u>

ARTICLE QUATRE - Les crédits de régularisation ouverts à l'article 3 ci-dessus sont gagés par les annulations suivantes -

A.- BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 1er	1 001 456
2	176 963 098
3 bis	7 969 810
5	10 682 405
6	36 036 518
7	101 557 925
8	64 526 363
9	4 362 025
10	1 719 293
11	162 407 529
12	31 008 454
13	173 424 137
14	6 054 024
15	6 453 265
16	4 812 194
17	231 038 206
18	22 473 532
20	8 252 545
22	2 296 585
23	64 063 540
24	41 859 817
26	6 828 193
27	112 367 638
28	14 520 028
29	37 158 726
30	28 515 764
31	54 472 058
32	40 539 592
33	5 213 125
34	9 486 001
35	21 313 052
36	16 271 192
37	2 849 021
38	3 336 065
37 bis	7 424 154
38 bis	16 106 102
39	127 896 063
40	21 439 156
41	157 340 701
43	39 821 973
44	221 630 700
45	199 494 289
48	244 069 265
49	339 302 558
51	101 433 320
52	68 321 659
55	95 659 393
56	15 167 788

Total des crédits annulés au budget de

fonctionnement =

3 166 940 297

- 3 -

B.- BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Chapitre 103	7 574 787
Chapitre 105	798
Chapitre 107	1 953 290 086
Chapitre 107 bis	2 563

Total des crédits annulés au Budget
d'Equipement et d'Investissement

1 960 868 234

Total Général des crédits annulés

5 127 808 531
